

JEAN SYMES



Partout dans le monde, Inter Pares travaille avec des organisations qui bâtissent un monde plus égalitaire. Voici quelques faits saillants de ce que nous avons réalisé ensemble en 2014.

Pour en savoir plus sur les homologues présentés dans ces faits saillants, consultez le www.interpares.ca/homologues

Afrique SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE • PAIX ET DÉMOCRATIE • ÉGALITÉ DES FEMMES

L'Association de coopération et de recherche pour le développement (ACORD) a réuni **4 600 Africaines et Africains de milieux ruraux**

pour des débats et des discussions dans les salles communales des villages de treize pays d'Afrique, afin d'intégrer leurs points de vue au nouveau cadre de développement mondial des Nations Unies. ACORD croit que les citoyennes et les citoyens d'Afrique, souvent tenus à l'écart de l'élaboration des politiques qui les touchent, sont les mieux placés pour déterminer les changements requis pour améliorer leur avenir.



ERIC CHAURETTE

Inter Pares a facilité la participation de

8 agricultrices et agriculteurs d'Afrique de l'Ouest

à un échange de connaissances avec la Deccan Development Society (DDS) en Inde. La délégation a pu constater les résultats de trois décennies de travail des agricultrices membres de la DDS. En travaillant ensemble, elles ont réussi à transformer une région souvent caractérisée par la faim et la pauvreté en un véritable modèle sur le plan de l'autosuffisance et de la sécurité alimentaire.

La Sudanese Organization for Research and Development a mis sur pied

3 centres d'aide juridique

à Khartoum afin d'appuyer les femmes ayant vécu de la violence et de contester les lois nationales répressives. Les Soudanaises sont soumises à plusieurs lois et politiques discriminatoires qui affectent négativement leurs vies.

Amérique latine MIGRATION • ÉGALITÉ DES FEMMES • PAIX ET DÉMOCRATIE

480 survivantes de violence conjugale

ont reçu des conseils juridiques et du soutien psychologique dans les deux centres des femmes de la Colectiva Feminista au Salvador. En collaboration avec les autorités gouvernementales, la Colectiva a vu à ce que les femmes soient mises au courant des droits que leur accorde la loi spéciale visant à mettre fin à la violence contre les femmes, élaborée en partie par la Colectiva.

60 personnes ont élaboré des stratégies

quant aux moyens efficaces de protéger les droits des travailleuses et travailleurs migrants lors du deuxième forum mésoaméricain sur le travail migrant temporaire qui s'est tenu au Guatemala en novembre. Organisé par Consejería en Proyectos (PCS), ce forum a réuni travailleurs migrants et militants, représentants des gouvernements et des Nations Unies.

300 jeunes du Pérou ont reçu le soutien du Centro Loyola dans l'élaboration de propositions de politiques publiques sur les besoins des jeunes d'Ayacucho, l'une des régions les plus durement touchées par le conflit armé au Pérou. Les propositions ont été présentées aux candidates et candidats en lice aux élections municipales et régionales d'octobre.



100 PG

Plus de

400 militantes et militants

de tout le Canada se sont réunis à Halifax en novembre lors de l'assemblée bisannuelle du Réseau pour une alimentation durable, *Une vague de changement*. Avec la présentation de plus de 50 ateliers, ce fut un moment clé pour apprendre et élaborer des stratégies et des interventions communes en vue d'un seul objectif : transformer notre système alimentaire pour le rendre juste, accessible et durable.

Plus de 100 organisations

de tout le pays, incluant Inter Pares, se sont jointes à la campagne *Place au débat*, qui appelle à la tenue d'un débat télévisé à la grandeur du pays, où les chefs de tous les partis aborderaient les enjeux qui touchent les femmes en vue des élections fédérales de 2015. La population canadienne a besoin de connaître la position de tous les partis sur des enjeux tels que la violence contre les femmes, l'inégalité économique entre les hommes et les femmes ainsi que le soutien au leadership des femmes.

Maintenant plus de

95 000 Canadiennes et Canadiens

se sont joints à Inter Pares et au Réseau canadien sur la reddition de compte des entreprises pour exiger la création d'un poste d'ombudsman et l'accès aux tribunaux canadiens pour les personnes lésées par les activités des compagnies minières canadiennes à l'étranger. Ensemble, nous exhortons le Canada à admettre que c'est *Une affaire de justice*.



PATRICIA CHAREST / MUGWANEZA

Asie JUSTICE ÉCONOMIQUE • SANTÉ • CONTRÔLE DES RESSOURCES

Plus de 560 000 personnes de Birmanie ont bénéficié des soins de santé offerts par des services communautaires locaux, tels que la Back Pack Health Worker Team et des équipes médicales mobiles, à l'œuvre dans six des sept États ethniques.

Au Bangladesh, les groupes sans terre de Nijera Kori ont récupéré 60 acres

consacrés à l'élevage illégal de la crevette grâce à des recours juridiques et des protestations massives. Cela a permis à 102 familles sans terre d'obtenir une parcelle et d'assurer leur subsistance.

En août, le gouvernement de l'État shan a forcé

4 des 10 mines d'or birmanes en activité à Tachileik, à l'est de la Birmanie, à cesser leur production, à verser des compensations aux fermes familiales et à restaurer les cours d'eau et les champs qu'elles avaient détruits.

Cette décision a été prise à la suite d'une recherche menée par le Shan Farmers' Network démontrant que les sociétés minières asséchaient les sources d'approvisionnement en eau et déversaient du cyanure non traité.



REBECCA WOLSKA



Plus de **120 groupes et organisations** de partout dans le monde à qui nous offrons accompagnement et appui à long terme.

Une mission : mondialiser l'égalité

92 % des dépenses vont à la réalisation, la gestion et la supervision de programmes au Canada et partout dans le monde.

13 cogestionnaires qui travaillent à responsabilité et à salaire égaux, au sein d'une structure organisationnelle féministe et non hiérarchique.

7 000 donatrices et donateurs de tous les coins du Canada.

221, av. Laurier Est, Ottawa (Ontario) K1N 6P1 Canada
Tél : 613-563-4801 ou 1-866-563-4801 (sans frais) • Téléc : 613-594-4704 • info@interpares.ca • www.interpares.ca
Organisme de charité enregistré (NE) 11897 1100 RR000 1.

Pour plus de photos, de récits et d'information, consultez le www.interpares.ca/faitssailants2014